

2021-EPI-CA-176

ETABLISSEMENT PUBLIC INTERDEPARTEMENTAL
YVELINES – HAUTS-DE-SEINE

RAPPORT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du 26 janvier 2021

APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021

SOMMAIRE

I.	Eléments de contexte sur le budget de l'Etablissement.....	3
II.	Le budget principal	5
1.	Vue d'ensemble.....	6
2.	Présentation du budget principal par activité.....	6
2.1	La section de fonctionnement	6
2.2	La section d'investissement	8
3.	Présentation du budget principal par nature	9
3.1	La section de fonctionnement	9
3.2	La section d'investissement	9
III.	Le budget annexe – Le service d'archéologie préventive.....	10
1.	Vue d'ensemble.....	10
2.	La section de fonctionnement.....	10
3.	La section d'investissement.....	12

Comme le prévoit l'article L. 3312-1 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil d'administration de l'Etablissement public interdépartemental Yvelines / Hauts-de-Seine, réuni le 15 décembre 2020, a débattu de ses orientations budgétaires dans les deux mois précédant le vote du budget primitif (délibération 2020-EPI-CA-166).

Le projet de budget primitif pour l'exercice 2021 de l'Etablissement vous est soumis dans le présent rapport.

Il propose un volume de crédits de paiement destiné à assurer l'activité de l'Etablissement.

Il détermine le montant des contributions de chacun des départements pour l'ensemble des activités exercées par l'Etablissement.

Je vous propose d'examiner dans un premier temps le contenu général de ce budget (I) puis de vous présenter le budget principal (II) avant de vous présenter le budget annexe du service d'archéologie préventive (III)

I. ELEMENTS DE CONTEXTE SUR LE BUDGET DE L'ETABLISSEMENT

Les missions confiées à l'Etablissement et leur calendrier de mise en œuvre

Par délibérations du 5 février 2016, les départements des Yvelines et des Hauts-de-Seine ont décidé de créer un établissement public de coopération interdépartementale.

L'Etablissement public interdépartemental Yvelines / Hauts-de-Seine a pour objet de « conduire et le cas échéant financer toute action d'intérêt interdépartemental dans tous les domaines de compétences dévolus aux départements ». L'intérêt interdépartemental est déterminé au cas par cas par délibérations concordantes des deux départements.

Chacune des délibérations prévoit le périmètre de l'activité dont la gestion est transférée à l'Etablissement, la date d'exercice de l'activité et les modalités de financement (clef de répartition des contributions entre les deux départements).

Quatre délibérations ont été prises par les départements pour déclarer d'intérêt interdépartemental :

- le rapprochement entre la SEM92, Yvelines Aménagement et la SEMERCLI : délibérations des départements des 5 février, 17 et 20 juin 2016 et de l'Etablissement public interdépartemental le 30 juin 2016 qui ont abouti à la création de la SEM CITALLIOS le 7 septembre 2016 ;
- l'archéologie préventive : délibérations du 15 avril 2016 mises en œuvre le 1^{er} août 2016 ;
- l'information, l'instruction et le suivi des agréments en vue de l'adoption : délibérations du 14 octobre 2016 mises en œuvre le 1^{er} janvier 2017 ;
- l'entretien et l'exploitation du réseau routier départemental : délibérations du 14 octobre 2016 mises en œuvre le 1^{er} avril 2017.

L'Etablissement compte deux budgets :

- un budget principal : il comprend les dépenses et recettes relatives à l'administration de l'Etablissement, aux activités des services adoption et entretien et exploitation de la voirie départementale ainsi que les dépenses et recettes relatives au financement du budget annexe concernant l'archéologie préventive;

- un budget annexe : il inclut les dépenses et recettes relatives à l'activité d'archéologie préventive. La création de ce budget annexe a été motivée par l'existence au sein de cette activité de prestations relevant du champ concurrentiel et assujetties à la TVA (délibération 2016-EPI-CA-10 du 20 juin 2016).

II. LE BUDGET PRINCIPAL

LE SERVICE INTERDEPARTEMENTAL DES AGREMENTS ET DE L'ADOPTION :

Au travers d'une offre adaptée et modernisée, le service interdépartemental est en mesure de mieux accompagner les candidats à l'adoption dans la construction et la révision régulière de leur projet et de mieux les soutenir au moment de la réalisation de ce projet.

Cette offre s'inscrit dans un cadre légal renouvelé qui ouvre d'une part d'autres possibilités pour l'accueil d'enfants sur le territoire national (adoption simple et déclaration judiciaire de délaissement parental) et d'autre part, des possibilités de parentalité alternatives permettant de participer à l'éducation d'un enfant que les parents ne sont pas en mesure d'assumer.

Ce budget regroupe l'ensemble des dépenses relatives au fonctionnement courant du service.

LE SERVICE INTERDEPARTEMENTAL D'ENTRETIEN ET D'EXPLOITATION DE LA VOIRIE :

Dans le domaine de l'entretien et de l'exploitation courants, le service interdépartemental conforte la capacité d'action des équipes (diffusion de bonnes pratiques et mises en commun de moyens) et génère progressivement des économies grâce à des achats massifiés et plus performants.

Les premiers marchés lancés en 2017, lors de la création du service interdépartemental, arriveront à échéance en 2021. Le lancement des consultations nécessaires à leur renouvellement a été autorisé par délibération du 15 décembre 2020

Dans les domaines de l'exploitation des feux et de la gestion du trafic, l'expertise spécifique des Hauts-de-Seine continue à se développer sur le territoire yvelinois.

Enfin, dans les domaines de l'ingénierie des ouvrages d'art ou de la sécurité routière, des équipes mieux dimensionnées et plus robustes sont encore en cours de constitution.

Ce budget regroupe l'ensemble des dépenses relatives à l'entretien et à l'exploitation des 1915 km de routes départementales des deux départements. Il s'agit majoritairement de travaux réalisés par des entreprises (marchés pluriannuels d'entretien) ainsi que de fournitures, notamment de sel de déneigement, de panneaux de signalisation et d'électricité nécessaires au fonctionnement des équipements du domaine public (feux tricolores, éclairage, etc...).

Le maintien de la viabilité et de la préservation de ce patrimoine constitue un enjeu majeur pour permettre la mobilité des usagers et garantir l'attractivité du territoire.

Les infrastructures routières sont des objets à longue durée de vie technique (plusieurs dizaines d'années) mais le service qu'elles rendent demeure limité dans le temps. Garantir durablement leur performance nécessite des dépenses courantes d'entretien, des investissements et enfin une reconstruction. Ce patrimoine est, chaque jour, fragilisé un peu plus par son utilisation et par les aléas climatiques. Afin d'optimiser les moyens engagés dans cet entretien régulier, il est nécessaire de traiter les dégradations au plus vite au risque de réduire fortement sa durée de vie.

1. VUE D'ENSEMBLE

Le budget primitif 2021 s'établit à 16 309 100 € en dépenses et en recettes.

La structure globale du budget est la suivante :

en K€		Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Mouvements budgétaires globaux
Fonctionnement	Dépenses	16 009.10	150.00	16 159.10
	Recettes	16 159.10	0	16 159.10
Investissement	Dépenses	150.00	0	150.00
	Recettes	0	150.00	150.00
TOTAL	Dépenses	16 159.10	150.00	16 309.10
	Recettes	16 159.10	150.00	16 309.10

2. PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL PAR ACTIVITE

2.1. La section de fonctionnement

Les dépenses : (crédits de paiement)

Les dépenses de fonctionnement (charges de personnel incluses) s'établissent à 16 159.10 K€ et se répartissent de la manière suivante :

- **768 K€ correspondent aux charges de fonctionnement de l'Etablissement,**
- **177 K€ de dépenses concernent le service de l'adoption,**
- **15 064.10 K€ correspondent aux dépenses d'entretien et d'exploitation de la voirie,**
- **150 K€ correspondent à un virement vers la section d'investissement**

A/ Les crédits relatifs aux charges de fonctionnement de l'Etablissement comprennent principalement :

- **88 K€ de frais généraux** (adhésions, cotisations, assurances, impôts et taxes, FIPHP...)

B/ Les crédits consacrés au service de l'adoption se décomposent principalement comme suit :

- **30 K€ de dépenses de personnel** (provision d'1 agent de remplacement),
- **147 K€ de charges à caractère général** (principalement des prestations de services liées à l'externalisation de certaines évaluations psychologiques et 7000 € de **subventions** de fonctionnement à deux associations).

C/ Les crédits alloués à l'entretien et d'exploitation de la voirie se répartissent comme suit :

- **2 200 K€ de dépenses de personnel.** L'Etablissement doit prendre en charge directement les dépenses relatives aux agents contractuels et aux fonctionnaires détachés de l'Etat qui ne peuvent être mis à disposition par les départements soit, à ce jour, 47 contractuels et 3 agents détachés ainsi que les Allocations de Retour à l'Emploi des personnels non permanents.

Cette enveloppe revêt un caractère estimatif et est susceptible d'évoluer en cours d'exercice.

- 12 864.10 K€ de charges à caractère général répartis par postes de dépenses comme suit :

En K€	BP 2021
EXPLOITATION DE LA ROUTE (service hivernal, achat de fournitures de voirie, location de matériel de transport, etc...)	1 430.00
PÉRENNITÉ DES CHAUSSÉES (reprises localisées des chaussées hors programme, programme de pontages de fissures, programme point à temps automatiques, enrobés)	2 811.00
PÉRENNITÉ DE LA SIGNALISATION (entretien de la signalisation verticale et horizontale y compris les achats de panneaux et la rémunération des prestations confiées aux entreprises spécialisées)	1 590.00
PÉRENNITÉ DES ABORDS (entretien des rives et accotements situés hors agglomération)	760.00
PÉRENNITÉ DES EQUIPEMENTS DE LA ROUTE (entretien des systèmes d'assainissement routier comprenant les bassins et ouvrages de collecte, des pistes cyclables, des ouvrages d'art et des dispositifs de retenue ainsi que la maintenance préventive et l'entretien en cas de panne des installations d'éclairage hors agglomération et des feux tricolores)	4 030.00
MISE EN VALEUR DES PAYSAGES (entretien du patrimoine arboricole hors agglomération, fauchage et entretien des aménagements paysagers)	1 170.00
REMBOURSEMENT AUX COMMUNES DES DEPENSES D'ECLAIRAGE (prise en charge des installations d'éclairage public par les communes sur des sections hors agglomération)	130.00
MOYENS GENERAUX DE LA VOIRIE (indemnisation des sinistres en cas de défaut d'entretien du domaine public, fournitures et équipements des agents, formation)	503.10
COOPERATION AVEC LA COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE & OISE	440.00
TOTAL	12 864.10

Les recettes :

En raison de la nature et du périmètre des activités confiées à l'Etablissement, les recettes de fonctionnement sont composées des contributions des deux départements auxquelles s'ajoute le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée qui est à hauteur de 1 150 000 € en 2021.

Les délibérations de déclaration d'intérêt interdépartemental et de transfert de gestion ont prévu les clefs de répartition suivantes entre les deux départements :

Répartition des contributions	CD78	CD92
Charges de fonctionnement	50%	50%
Adoption	40%	60%
Archéologie préventive	67%	33%
Entretien et exploitation de la voirie	40%	60%

Il n'est pas envisagé pour 2021 de modifier ces clefs de répartition.

Soit pour le Département des Yvelines 5 755.44 K€ dont :

- 119.00 K€ pour les charges de fonctionnement,
- 70.80 K€ pour le service de l'adoption,
- 5 565.64 K€ pour le service de l'entretien et de l'exploitation de la voirie.

Soit pour le Département des Hauts-de-Seine 8 573.66 K€ dont :

- 119.00 K€ pour les charges de fonctionnement,
- 106.20 K€ pour le service de l'adoption,
- 8 348.46 K€ pour le service de l'entretien et de l'exploitation de la voirie.

2.2. La section d'investissement

Les départements en tant que propriétaires de leur domaine public restent maîtres d'ouvrage des opérations d'investissement et conservent le budget correspondant.

Cependant, par délibération du 6 février 2019, l'Etablissement s'est substitué aux départements en ce qui concerne le partenariat et le financement de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Ile-de-France.

Chaque année, une convention précise le programme d'études, enquêtes et recherches et arrête le montant d'une subvention d'investissement versée par l'Etablissement qui est à hauteur de 150 000 € en 2021.

3. PRESENTATION DU BUDGET PRINCIPAL PAR NATURE

Le budget primitif de l'Etablissement est voté par nature et au niveau du chapitre.

Les crédits inscrits ne font pas l'objet d'une gestion pluriannuelle en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

3.1. La section de fonctionnement

Les dépenses se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
011	Charges à caractère général	12 919.10
012	Charges de personnel et frais assimilés	2 244.98
65	Autres charges de gestion courante	817.02
67	Charges exceptionnelles	28.00
023	Virement section investissement	150.00
Total		16 159.10

Les recettes se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
74	Dotations, subventions et participations	16 159.10
Total		16 159.10

3.2. La section d'investissement

Les dépenses se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
204	Subventions d'équipement versées	150.00
Total		150.00

Les recettes se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
021	Virement de la section de fonctionnement	150.00
Total		150.00

III. LE BUDGET ANNEXE – LE SERVICE DE L'ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Après avis favorable du Conseil national de la recherche archéologique en date du 15 mars 2019, le Service archéologique interdépartemental Yvelines/Hauts-de-Seine a été habilité pour la réalisation des diagnostics prescrits dans son ressort territorial et l'exécution de fouilles d'archéologie préventive sur le territoire de la région Ile-de-France pour les périodes chronologiques allant du Paléolithique à l'Époque moderne à compter du 15 avril 2019 (arrêté du ministre de la culture et du ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en date du 26 avril 2019).

Ainsi, le service interdépartemental d'archéologie préventive conduit des actions contribuant à l'aménagement du territoire. Il réalise en effet, pour le compte des deux Départements, mais également pour tout aménageur public ou privé, des diagnostics et des fouilles préventives en vue de faciliter les projets de construction, en réduisant les délais d'intervention et les coûts de ces opérations prescrites par les services de l'Etat.

Le service archéologique réalise également des activités de recherche, de conservation et de valorisation traduisant l'engagement des deux Départements envers la sauvegarde et l'étude de leur patrimoine archéologique.

4. VUE D'ENSEMBLE

Le budget annexe 2021 s'établit à 1 552 K€ en dépenses et en recettes (dont 22 K€ de mouvements d'ordre).

La structure du budget primitif est la suivante :

en K€		Mouvements réels	Mouvements d'ordre	Mouvements budgétaires
Fonctionnement	Dépenses	1 508.00	22.00	1 530.00
	Recettes	1 530.00	0	1 530.00
Investissement	Dépenses	22.00	0	22.00
	Recettes	0	22.00	22.00
TOTAL	Dépenses	1 530.00	22.00	1 552.00
	Recettes	1 530.00	22.00	1 552.00

Comme le budget principal, ce budget annexe sera voté par nature et au niveau du chapitre.

Les crédits inscrits ne font pas l'objet d'une gestion pluriannuelle en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

5. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses : (crédits de paiement)

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 1 530.00 K€ et se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
011	Charges à caractère général	583.50
012	Charges de personnel et frais assimilés	900.00
65	Autres charges de gestion courante	24.51
67	Charges exceptionnelles	0.00
023	Virement à la section d'investissement	22.00
Total		1 530.00

- **Les charges à caractère général comprennent principalement :**
 - La location de matériel et outillage,
 - Les prestations de services (dont la réalisation d'études et d'expertises).

- **Les charges de personnel et frais assimilés comprennent principalement :**
 - Les dépenses relatives aux agents contractuels rémunérés directement par l'Etablissement (9 agents).
 - Les dépenses relatives aux agents non permanents recrutés suite à délibération du Bureau ou du Conseil d'administration par opération dans le cadre des activités relevant du champ concurrentiel (8 assistants de conservation du patrimoine pour une durée de 6 mois).
Cette enveloppe revêt un caractère estimatif et est susceptible d'évoluer en cours d'exercice.
 - Le remboursement au Département des Yvelines des agents mis à disposition (8 agents).

- **Les opérations d'ordre entre section** pour 22 K€ correspondent au financement des dépenses d'investissement prévus.

Les recettes :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
70	Produits des services, du domaine et ventes directes	850.00
74	Dotations, subventions et participations	680.00
Total		1 530.00

Les recettes de ce budget annexe se composent :

- 850 K€ de recettes liées aux prestations de services dans le cadre du chantier de fouilles, en cours à Poissy, du centre d'entraînement et de formation du club de PSG,
- 680 K€ de contributions, soit 455.60 K€ versées par le CD78 et 224.40 K€ versées par le CD92,
- En 2020, aucune subvention de fonctionnement versée par l'état car aucune activité de diagnostic n'a été réalisée entre le 1^{er} juin 2019 et le 31 mai 2020.

6. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses :

Les dépenses d'investissement s'établissent à 22 K€ et concernent principalement l'acquisition de logiciels métier spécifiques et le remplacement de matériels et d'outillages hors d'usage. Elles se répartissent comme suit :

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
20	Immobilisation incorporelles	3.00
21	Immobilisations corporelles	19.00
Total		22.00

Les recettes :

Les recettes d'investissement prévisionnelles du service d'archéologie préventive sont exclusivement composées d'opérations de transfert entre section : 22 K€ (amortissements exclusivement).

Chapitre	Libellé chapitre	BP 2021 en K€
021	Virement de la section de fonctionnement (recettes)	22.00
Total		22.00

Au vu de ces éléments, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

Le Président de l'Établissement public interdépartemental
Yvelines/Hauts-de-Seine



Georges SIFFREDI
Président du Conseil départemental
des Hauts-de-Seine